	<p align="center">Examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable en application des articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme pour un plan local d'urbanisme</p> <p>Demande d'avis conforme à l'autorité environnementale sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale</p> <hr/> <p align="center">Articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme</p>
---	---

En cas d'avis tacite, le formulaire sera publié sur le site Internet de l'autorité environnementale

Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative.

Votre attention est appelée sur le fait que les réponses apportées dans les cases de ce formulaire constituent des éléments particuliers sur lesquels votre analyse prendra appui, mais ils ne constituent pas l'analyse qui est à développer (rubrique 6)

Cadre réservé à l'autorité environnementale		
Date de réception :	Date de demande de pièces complémentaires :	N° d'enregistrement
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

1. Identification de la personne publique responsable
Dénomination
Commune de Nangy (74)
SIRET/SIREN
217 401 975
Coordonnées (adresse, téléphone, courriel)
6 route de Bailly 74380 Nangy Téléphone : 04 50 36 26 22 E-mail : mairienangy@mairienangy.fr Site Web : http://www.mairienangy.fr
Nom, prénom et qualité de la personne physique habilitée à représenter la personne publique responsable
Laurent Favre Maire de la commune de Nangy (74)
Nom, prénom et qualité de la personne physique ressource (service technique, bureau d'étude, etc.)

Coordonnées de la personne physique ressource (adresse, téléphone, courriel)
6 route de Bailly 74380 Nangy Téléphone : 04 50 36 22 33 E-mail : secretaire@mairienangy.fr
2. Identification du PLU
2.1 Type de document concerné (PLU, PLU(i))
PLU
2.2 Intitulé du document
Modification simplifiée n°2 du PLU de Nangy
2.3 Le cas échéant, la date d'approbation et l'adresse du site Internet qui permet de prendre connaissance du document
https://www.geoportail-urbanisme.gouv.fr/
2.4 Territoire (commune(s) ou EPCI) couvert par le PLU
Commune de Nangy
2.5 Secteurs du territoire concernés par la procédure de révision, de modification ou de mise en compatibilité du PLU (matérialiser la localisation sur un document graphique)
Cf. document annexe 2 Parcelles cadastrales : A682, 688, 1890, 1891, 1892, 1894, 1896, 1897, 1898, 1899, 1902, 1908, 1909, 1910, 1911.

3. Contexte de la planification
3.1 Documents de rang supérieur et documents applicables
Le territoire est-il couvert par un document de planification régionale (SAR, SDRIF, PADDUC, SRADDET) ?
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, nom du document et date d'approbation :
SRADDET Auvergne-Rhône-Alpes approuvé le 10 avril 2020
Le territoire est-il couvert par un SCoT ?
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, nom du SCoT et date d'approbation :
SCOT de la Communauté de Communes d'Arve et Salève approuvé le 17 juin 2009
Le territoire est-il couvert par d'autres types de documents exprimant une politique sectorielle (schéma d'aménagement et de gestion des eaux, plan de gestion des risques d'inondation, charte de parc naturel, PCAET, etc.) ?
SDAGE (et PGRI) Rhône Méditerranée 2022-2027 / PCAET Arve et Salève

3.2 Précédentes évaluations environnementales du PLU
Le PLU a fait l'objet d'une évaluation environnementale lors de son élaboration <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Si non, préciser, le cas échéant, la date de la décision issue de l'examen au cas par cas concluant à l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Si cette évaluation environnementale a été réalisée, a-t-elle été actualisée ? <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la date de l'actualisation
Non concerné
Comment l'avis de l'autorité environnementale relatif à cette évaluation environnementale ou son actualisation a été pris en compte ? Expliquer les conséquences sur la procédure actuelle
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Depuis l'évaluation environnementale initiale, ou sa dernière actualisation, le PLU a fait l'objet d'une procédure d'évolution qui n'a pas fait l'objet d'évaluation environnementale <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Si oui, préciser sa date d'approbation et son objet
Depuis son approbation, le PLU de Nangy a connu une évolution : <ul style="list-style-type: none"> La modification de droit commun n°1 approuvée le 10 décembre 2018 ;

4. Type de procédure engagée et objectifs de la procédure donnant lieu à la saisine
4.1 Type de procédure (révision, modification, mise en compatibilité) et fondement juridique
Modification simplifiée.
Fondements : L'unique objet de cette modification simplifiée est de créer un secteur de taille et capacité d'accueil limitées (STECAL) afin de rendre possible l'implantation d'une centrale photovoltaïque au sol sur le site de l'ancienne décharge communale.
Cette modification du PLU va induire la modification du règlement graphique afin de faire passer le secteur de l'ancienne décharge d'une zone de milieux naturels sensibles (Ns) à

une zone autorisant expressivement les installations photovoltaïques, ainsi que la modification du règlement écrit.

Comme démontré au fil de l'additif au rapport de présentation, ces adaptations ne porteront pas atteinte à l'économie générale du document et du PADD. De plus il n'est pas question de procéder à la réduction d'un Espace Boisé Classé (EBC) au titre de l'article L113-1 du Code de l'Urbanisme, d'une zone agricole ou naturelle ou d'une protection « environnementale ».

D'après les modalités de l'article L153-31 du CU, les évolutions envisagées du PLU de Nangy n'entrent donc pas dans le champ d'application d'une révision du PLU.

D'après les modalités de l'article L151-36 du CU, les adaptations du PLU de Nangy entrent donc dans le champ d'application de la procédure de modification.

Ainsi, le projet communal consiste en une simple modification réglementaire n'entrant pas dans les cas mentionnés à l'article L153-41 du Code de l'Urbanisme : une procédure de modification simplifiée peut donc être engagée en application de l'article L153-45 du Code de l'Urbanisme.

4.2 Caractéristiques générales du territoire couvert par le PLU

4.2.1 Population concernée par le document, d'après le dernier recensement de la population (données INSEE)

886 en 2020 (Insee)

4.2.2 Caractéristiques spatiales

Superficie totale (en hectares)	434,2 hectares.			
Superficie par zones	Actuellement		Après évolution	
	Superficie (en ha)	Pourcentage de la superficie du territoire	Superficie (en ha)	Pourcentage de superficie du territoire
zones U	115,2	26,5 %	115,2	26,5 %
zones AU ouvertes	9,3	2 %	9,3	2 %
zones AU fermées	4,5	1 %	4,5	1 %
zones A	231	53.2 %	231	53.2 %
zones N	74,1	17 %	74,1	17 %
Total	434,2	100 %	434,2	100 %

4.2.3 Rappel des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain fixés par le projet d'aménagement et de développement durables (PADD).

Extrait du PADD :

« Le PADD de NANGY propose un développement mesuré de l'urbanisation à l'intérieur des emprises du bourg avec des extensions majoritairement proposées au droit de constructions existantes.

Le projet de politique communale permet ainsi un recentrage de l'urbanisation proche des secteurs centraux de la commune, à proximité des services et équipements d'intérêt général et collectif.

Ainsi, le total des zones à urbaniser indicées destinées aux logements ainsi qu'à la zone d'activités médicales des Vainges, à l'Est de Borings représente environ 7 ha. »

4.3 Caractéristiques de la procédure

4.3.1 Contenu et objectifs de la procédure

L'unique objet de cette modification simplifiée est de créer un secteur de taille et capacité d'accueil limitées (STECAL) afin de rendre possible l'implantation d'une centrale photovoltaïque au sol sur le site de l'ancienne décharge communale.

4.3.2 La procédure a pour objet d'ouvrir une ou des zones à l'urbanisation ou de pouvoir autoriser des constructions

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

Non concerné

Les incidences sur l'environnement de cette ouverture à l'urbanisation, ainsi que les incidences au regard des objectifs de conservation d'un site Natura 2000 ou, pour les territoires ultra-marins, au regard des objectifs de conservation des espaces nécessaires aux fonctionnalités écologiques ont-elles été analysées dans l'évaluation environnementale initiale ou dans sa version actualisée ?

☐ Oui

☐ Non

Si oui, préciser les pages de l'évaluation environnementale initiale ou de son actualisation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document

Non concerné

4.3.3 La procédure a pour objet ou pour effet d'augmenter la densité de certains secteurs

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

Non concerné

4.3.4 La procédure a pour objet :

- de créer un espace boisé classé

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

Non concerné

- de déclasser un espace boisé classé

☐ Oui

<input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et la superficie
Non concerné
- de classer de nouveaux espaces agricoles, naturels ou forestiers <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et les superficies
Non concerné
- de déclasser un espace agricole, naturel ou forestier <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et les superficies
Non concerné
- de créer de nouvelles protections environnementales <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les protections et leurs superficies
Non concerné
- de supprimer une protection édictée en raison des risques de nuisance, qualité des sites, paysages, milieux naturels <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les protections et leurs superficies
Non concerné
4.4 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une déclaration de projet → non concerné
- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale : <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
4.5 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une procédure intégrée (L. 300-6-1) → non concerné
- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet

- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale : <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
4.6 Mise en compatibilité du PLU avec un document supérieur → non concerné
- Document(s) avec le(s)quel(s) le PLU est mis en compatibilité : parmi les documents listés à la rubrique 3.1 , intitulé du document, date d'approbation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- Motif pour lequel le PLU est mis en compatibilité
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
4.7 La procédure a des effets au-delà des frontières nationales <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les effets
Non concerné

5. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure

5.1 Le plan local d'urbanisme est concerné par :

	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Concerné par le classement Natura 2000 « Vallée de l'Arve » au titre de la directive « Oiseaux » et « Habitats »
Un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, des articles L. 332-1 et L. 332-16 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

Annexe II

Un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	la commune de Nangy est concernée par un Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles d'inondation (PPRNi) approuvé le 19 novembre 2001.
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Des abords des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

Annexe II

Une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La commune de Nangy est concernée sur son territoire par la présence d'une ZNIEFF de type 2 « Ensemble fonctionnel de la rivière Arve et de ses annexes »
Un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	EBC identifiés dans le cadre du PLU
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

5.2 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine sont concernés par :

	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

Annexe II

l'article L. 515-8 du code de l'environnement			
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

5.3 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine se situent dans ou à proximité :

	Oui	Non	Lequel et à quelle distance ?
D'un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	L'ancienne décharge est limitrophe de la zone Natura 2000 « Vallée de l'Arve » mais n'est pas à l'intérieur
D'un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, de l'article L. 332-1 et des articles L. 332-16 à L. 332-18 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

D'un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un abord des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

Annexe II

D'une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	A l'intérieur de la ZNIEFF de type 2 « Ensemble fonctionnel de la rivière Arve et de ses annexes »
D'un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le site comporte des EBC.
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-19 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-23 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

5.4 Des constructions à usage d'habitation ou des établissements recevant du public sont-ils prévus dans des zones de nuisances (nuisances sonores, qualité de l'air, pollution des sols, etc.) ?

☐ Oui

☒ Non

Si oui, précisez :

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

6. Auto-évaluation

L'auto-évaluation doit **identifier** les effets potentiels de la procédure qui fait l'objet du présent formulaire compte-tenu de sa nature, de sa localisation – c'est-à-dire en prenant en compte la sensibilité du territoire concerné - et **expliquer** pourquoi la procédure concernée n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.

Se reporter à la rubrique 6 de la notice explicative pour le détail de la démarche permettant l'auto-évaluation. Fournir une note détaillée en annexe (cf. point 8).

7. Autres procédures consultatives

7.1 Date prévisionnelle de transmission du projet aux personnes publiques associées

septembre 2024

7.2 Autres consultations envisagées (consultations obligatoires et facultatives)

Demande avis de la CDPENAF

7.3 Procédure de participation du public envisagée

- enquête publique

☐ Oui

☒ Non

- participation du public par voie électronique

☐ Oui

☒ Non

- enquête publique unique organisée avec une ou plusieurs autres procédures

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser lesquelles

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

- autre, préciser les modalités

Mise à disposition du public, comme prévu à l'article L153-47 du Code de l'Urbanisme

8. Annexes

8.1 Annexes obligatoires

1	Dossier de révision, modification ou mise en compatibilité du PLU (comprenant notamment, le cas échéant, l'exposé des motifs des changements apportés)	<input checked="" type="checkbox"/>
2	Documents graphiques matérialisant la localisation des secteurs du territoire concernés par la procédure soumise à l'avis de l'autorité environnementale et comportant des zooms qui permettent de localiser et identifier les secteurs avant et après mise en œuvre des opérations (rubrique 2.5).	<input checked="" type="checkbox"/>

Annexe II

3	L'auto-évaluation (<i>rubrique 6</i>)	<input checked="" type="checkbox"/>
4	Version dématérialisée du document mentionné dans les rubriques 2.3, 4.3.2, 4.4, 4.5 et 4.6 lorsqu'il n'est pas consultable sur un site <i>Internet</i>	<input type="checkbox"/>

8.2 Autres annexes volontairement transmises par le déposant

Veuillez préciser les annexes jointes au présent formulaire, ainsi que les rubriques auxquelles elles se rattachent

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

9. Engagement et signature

Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus

Le Maire

Laurent FAVRE

Fait à	NANGY	le,	27/08/2024
Nom	FAVRE	Prénom	LAURENT
Qualité	MAIRIE DE NANGY		

Signature




Auto-évaluation

Préambule

La présente auto-évaluation s'inscrit dans le cadre de la procédure d'examen au cas par cas conduite par la commune de Nangy en charge de la procédure d'évolution de son Plan Local d'Urbanisme.

Elle vise à établir l'existence ou non d'incidences notables de la procédure d'évolution du PLU sur l'environnement et notamment sur la diversité biologique, la population, la santé humaine, la faune, la flore, les sols, les eaux, l'air, les facteurs climatiques, les biens matériels, le patrimoine culturel, y compris le patrimoine architectural et archéologique, les paysages et les interactions entre ces facteurs.

Cette auto-évaluation est établie conformément à l'article R104-34 du code de l'urbanisme et est transmise à l'Autorité environnementale dans le cadre du dossier de saisine.

L'unique objet de cette modification simplifiée est de créer un secteur de taille et capacité d'accueil limitées (STECAL) afin de rendre possible l'implantation d'une centrale photovoltaïque au sol sur le site de l'ancienne décharge communale.

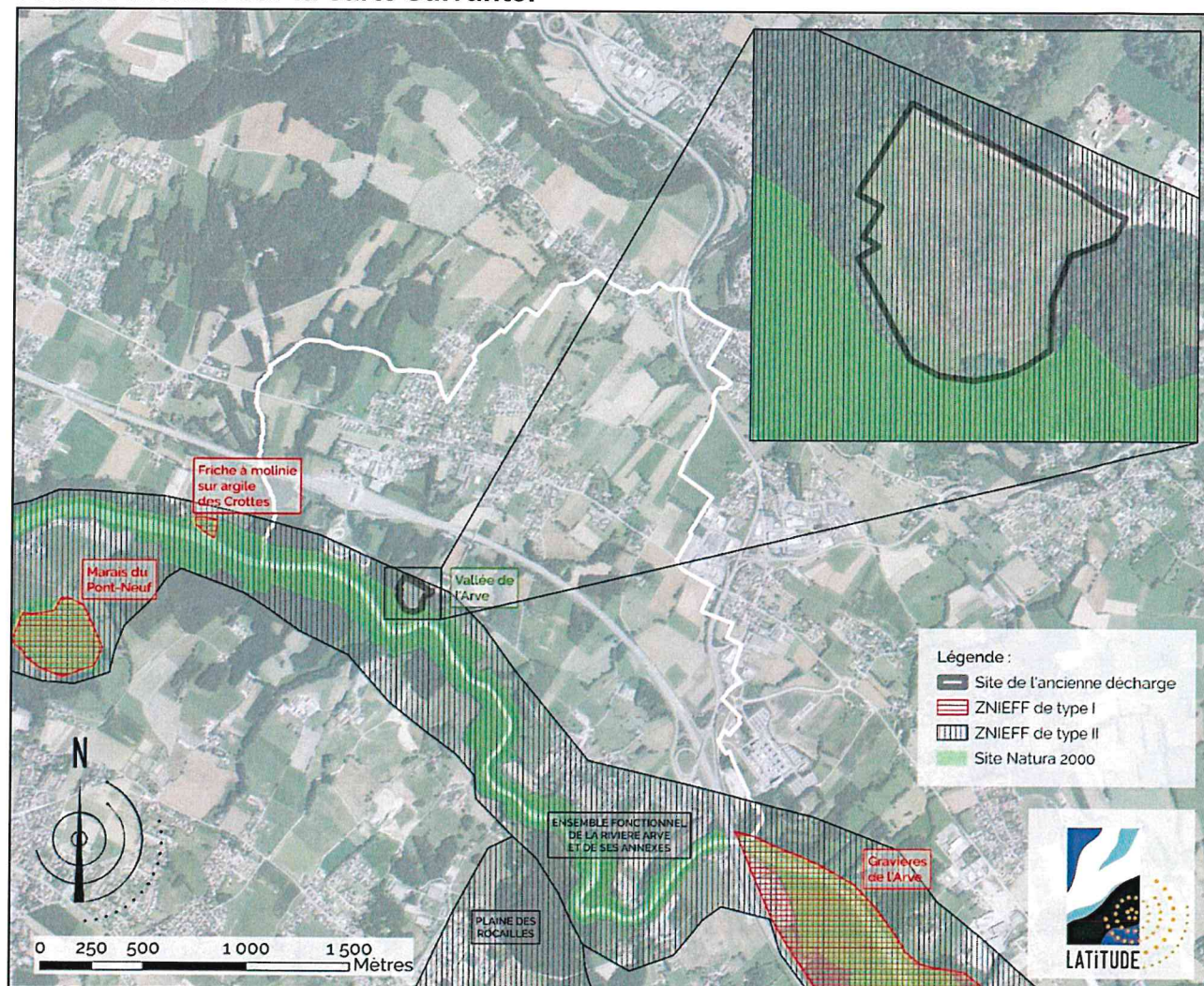
Les milieux naturels et la biodiversité

Tout d'abord, le projet se situe sur l'ancienne décharge communale, un site déjà artificialisé et réhabilité qui n'a pas de valeur écologique significative dans l'état actuel.

En effet, la mise en place d'une centrale photovoltaïque sur le site de l'ancienne décharge de Nangy s'inscrit pleinement dans les directives nationales visant à limiter l'anthropisation supplémentaire des sols et à minimiser l'expansion de l'empreinte foncière. Cette approche repose sur la réhabilitation écologique de terrains déjà soumis à une altération anthropique, en les transformant en infrastructures de production d'énergie solaire. En valorisant des espaces considérés comme dégradés, ce type de projet contribue à la densification fonctionnelle des terrains anthropisés.

Aussi, le projet de modification simplifiée du PLU de Nangy intègre des mesures spécifiques dans le règlement écrit pour prendre en compte le déplacement de la faune. Le règlement écrit stipule que les clôtures autour de la centrale photovoltaïque seront des grillages non occultants ou des clôtures à claire-voie sans base maçonnée, permettant ainsi le passage de la petite faune. De plus, le règlement écrit demande à ce que le périmètre de surface clôturée ne compromette pas le passage de la faune dans les corridors écologiques identifiés. Le parti a été pris de ne pas limiter au stade planification le périmètre de la zone Nenr mais de se limiter à l'atteinte d'un objectif afin de renvoyer au stade projet sa délimitation fine. Le porteur de projet est en discussion avec les acteurs de terrain pour appréhender le fonctionnement de ce corridor et trouver une solution optimale. Au stade projet qui fera l'objet d'un cas par cas, un passage sera laissé entre le parc photovoltaïque et l'espace densément boisé au sud du site, assurant la continuité du corridor écologique naturel de l'Arve. Ces mesures intégrées garantissent que le projet respecte et préserve les routes de migration et les habitats naturels

Enfin, l'Arve à Nangy joue un rôle écologique crucial, servant de corridor biologique pour de nombreuses espèces aquatiques et terrestres et contribuant à la biodiversité régionale. C'est à ce titre que le cours d'eau et ses abords sont classés Natura 2000 « Vallée de l'Arve » au titre de la directive « Oiseaux » et « Habitats ». **Cependant le site de l'ancienne décharge n'est pas situé dans le site Natura 2000, mais bien au voisinage du site, comme montré sur la carte suivante.**



Contexte environnemental autour du site de l'ancienne décharge.

Ces éléments montrent que la procédure de modification du PLU de Nangy est bien encadrée pour assurer un impact neutre sur les milieux naturels et la biodiversité, tout en permettant la réalisation d'un projet aligné avec les objectifs de développement durable et de transition énergétique.

Sur la base de ces éléments, la modification simplifiée du PLU de Nangy pour l'implantation d'une centrale photovoltaïque n'a qu'un impact neutre sur les milieux naturels et la biodiversité pour plusieurs raisons.

Les espaces boisés

La procédure de modification simplifiée du PLU de Nangy n'a pas d'incidence négative sur les espaces boisés.

D'abord, parce-que la végétalisation périphérique dense ne sera pas impactée par le projet, car non située dans son emprise.

Ensuite, en aucun cas, la modification du PLU n'entraîne la suppression ou la réduction de l'Espace Boisé Classé (EBC).

En effet, en application de l'article L113-2 du Code de l'Urbanisme et de diverses jurisprudences – exposées ci-après – « la conservation, la protection ou la création des boisements » des secteurs classés en EBC dans le PLU ne sera nullement compromis par le projet de centrale photovoltaïque sur l'ancienne décharge de Nangy. C'est ce qui est démontré dans les paragraphes suivants.

L'article L113-2 du Code de l'Urbanisme vise expressément à interdire tout changement d'affectation ou d'occupation du sol qui pourrait nuire à la conservation, à la protection ou à la création des boisements d'un secteur classé en EBC.

De plus, le Conseil d'État a jugé que le classement d'un terrain comme EBC n'interdisait pas de façon générale tout changement d'affectation ou d'utilisation du sol (CE, 29 décembre 1999, SNC du Capon, n° 198022).

Ainsi, il reste envisageable de procéder à des constructions ou aménagement sur un terrain classé EBC, à la condition que ces constructions ne mettent pas en péril la conservation et la protection des zones boisées existantes. Cela est bien entendu soumis à la condition que les dispositions du PLU, concernant le classement général du terrain, l'autorisent.

Sur ces bases, il incombe alors de démontrer, au moment de la demande d'autorisation du droit des sols, que l'impact des travaux envisagés ne risquera pas de mettre en danger la conservation et la protection des espaces boisés classés, comme l'illustre la décision du Conseil d'État du 31 mars 2010 (CE, 31 mars 2010, Ven c/ Commune de Martigues, n° 310774).

Dans ce contexte, le projet de centrale photovoltaïque sur le site de l'ancienne décharge de Nangy est compatible avec le maintien de l'EBC, selon les modalités fixées à l'article L113-2 du Code de l'Urbanisme et des jurisprudences du Conseil d'Etat exposées ci-dessus, pour les raisons suivantes :

- Par l'absence de boisement existant sur le site : les zones de l'ancienne décharge concernées par l'EBC ne sont actuellement pas boisées. Par cette absence de boisement existant sur le site, les obligations de protection et de conservation des boisements édictées par l'article L113-2 du Code de l'Urbanisme ne peuvent pas trouver à s'appliquer, puisqu'elles concernent spécifiquement les espaces effectivement boisés, ce qui n'est pas le cas en l'espèce.
- Incompatibilité avec la création de nouveaux boisements : En raison de la composition du sol (couches de sable, d'argile et seulement 20 cm de terre végétale), la création de nouveaux boisements sur ce site est impossible. Dans ce cas précis, la nature du sol rend la création de boisements irréalisable, et donc, l'utilisation du site pour une centrale photovoltaïque n'entre pas en conflit avec cet objectif.

Au-delà de son incompatibilité, la création d'une nouvelle zone boisée sur l'ancienne décharge n'est pas souhaitable au regard de la composition de la décharge, dans la mesure où cela pourrait nuire au dôme de protection des déchets. La décharge a été recouverte de plusieurs couches de matériaux inertes, d'argile et de terre végétale

pour limiter l'infiltration d'eau et sécuriser le site. La revégétalisation dense risquerait de percer cette membrane isolante, augmentant ainsi le risque de lixiviation des polluants et de contamination environnementale.

En résumé, le projet de centrale photovoltaïque sur l'ancienne décharge de Nangy respecte les modalités de l'Article L113-2 du Code de l'Urbanisme en ne compromettant pas la conservation, la protection ou la création des boisements, dans la mesure où il utilise une zone non boisée et rendue impropre à tout boisement futur.

La consommation d'espaces naturels, agricoles, ou forestiers

Au regard de la méthodologie du CEREMA, qui est l'établissement public qui s'occupe de quantifier la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers (ENAF) sur le territoire national, et dont les données sont disponibles sur le site du Portail de l'artificialisation ; les anciennes décharges – au même titre que les carrières ou zones de chantiers – seraient déjà considérées comme « consommées ».

La reconversion du site de l'ancienne décharge de Nangy en centrale photovoltaïque ne viendrait donc pas être compatibilisé comme de la consommation d'ENAF.

De plus, même si le projet était considéré comme consommation d'ENAF par le CEREMA ; au regard du Décret n° 2023-1408 du 29 décembre 2023 définissant les modalités de prise en compte des installations de production d'énergie photovoltaïque au sol dans le calcul de la consommation d'espace, et de l'arrêté du 29 décembre 2023 définissant les caractéristiques techniques des installations de production d'énergie photovoltaïque exemptées de prise en compte dans le calcul de la consommation d'espace naturels, agricoles et forestiers, le projet de centrale photovoltaïque à Nangy ne sera vraisemblablement pas comptabilisé comme de la consommation foncière, en garantissant :

- La réversibilité de l'installation ;
- Le maintien du couvert végétal. Ce couvert correspond à la nature du sol et, le cas échéant, des habitats naturels préexistants sur le site, sur toute la durée de l'exploitation, ainsi que de la perméabilité du sol au niveau des voies d'accès.

Ainsi, la reconversion du site de l'ancienne décharge de Nangy en centrale photovoltaïque ne constitue pas de la consommation d'ENAF et représente une modalité d'atténuation de la pression sur les terres vierges.

L'activité agricole

La procédure de modification simplifiée du PLU de Nangy n'a pas d'incidence sur l'activité agricole car elle concerne l'implantation d'une centrale photovoltaïque sur l'ancienne décharge communale, un site déjà artificialisé et non utilisé pour des fins agricoles. Ce terrain, ayant été utilisé pour le stockage des déchets et réhabilité en 2006, ne fait pas partie des terres agricoles et ne présente aucun intérêt agricole dans le futur.

L'eau potable

Le projet de centrale solaire sur l'ancienne décharge n'a aucun impact sur la ressource en eau potable car il n'implique pas de processus de production ou de rejets susceptibles de contaminer les nappes phréatiques ou les sources d'eau environnantes.

La gestion des eaux pluviales

La procédure de modification simplifiée du PLU de Nangy comprend des mesures spécifiques pour garantir que la gestion des eaux pluviales ne soit pas impactée négativement.

Le site de l'ancienne décharge, où la centrale photovoltaïque sera projetée, possède un système de drainage établi lors de sa réhabilitation pour prévenir l'infiltration d'eau et la lixiviation de polluants. Les structures de la centrale seront fixées au sol avec des ancrages non intrusifs, comme des gabions ou des longrines en béton, pour éviter de percer la membrane d'étanchéité.

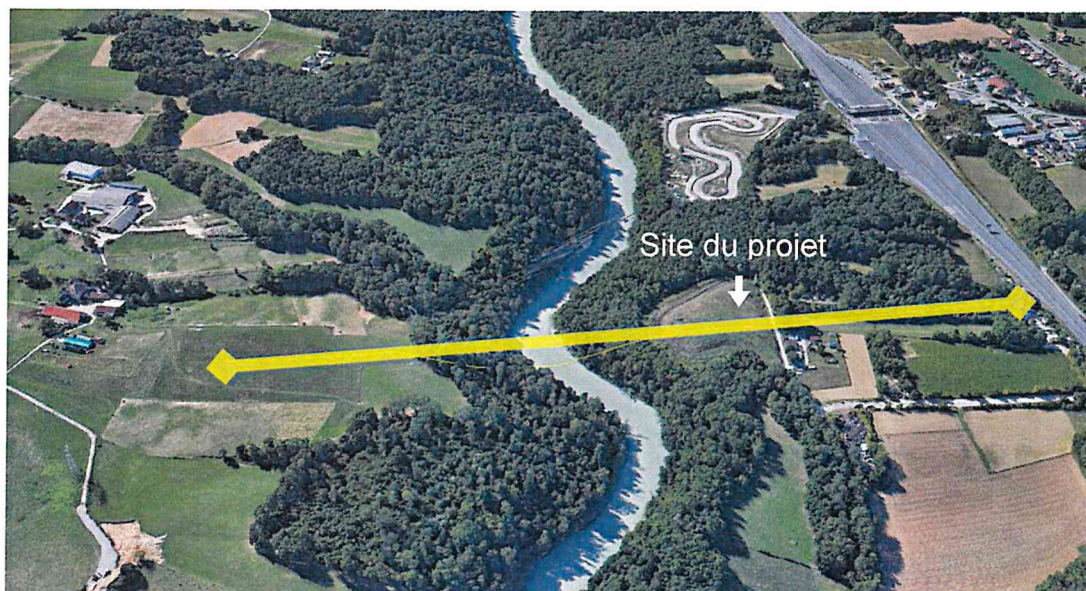
Le règlement modifié du PLU stipule que les installations ne doivent ni endommager la couche de protection ni altérer le système de drainage des eaux pluviales. Ainsi, les eaux pluviales seront gérées de la même manière que prévue lors de la remise en état de la décharge en 2006.

L'assainissement

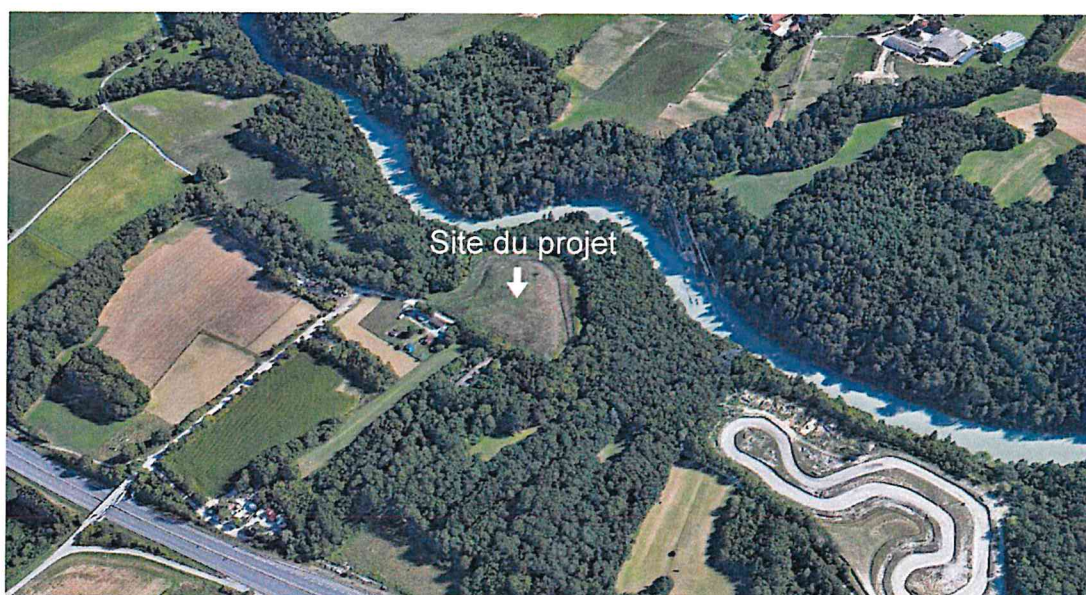
Le projet de centrale solaire sur l'ancienne décharge de Nangy n'a aucun impact sur l'assainissement de la commune car il n'engendre ni rejets d'eaux usées ni modifications des infrastructures d'assainissement existantes.

Le paysage ou le patrimoine bâti

Le projet de centrale solaire sur l'ancienne décharge de Nangy a un impact neutre sur les paysages de la commune. En effet le site est entouré de boisements et n'est pas visible depuis ses environs.



Un site situé en amont des gorges de l'Arve. Source : Google Earth 3D.



Vues aériennes du site. Source : Google Earth 3D.

Les sols pollués, les déchets

Le projet de centrale solaire sur l'ancienne décharge de Nangy a un impact neutre sur les sols pollués car il n'implique aucune excavation ni perturbation des sols, laissant les contaminants existants en place sans aggraver ni améliorer leur état.

Un des éléments qui pourrait avoir un impact sur les sols pollués dans le cadre d'une centrale photovoltaïque sur une décharge est le système de fixation des supports. Les systèmes de fondation sous forme de vis ou pieux classiquement utilisés, s'avèrent ici inadaptés pour une installation sur une ancienne décharge, car ils risqueraient de percer la membrane isolante couvrant les déchets. Cela pourrait entraîner une infiltration accumulée des eaux de pluie et la lixiviation de polluants, aggravant ainsi la contamination environnementale et contrevenant aux obligations de gestion et de réhabilitation des sites pollués stipulées dans l'article L556-1 du Code de l'environnement, qui vise à prévenir les risques pour la santé publique et l'environnement.

Ainsi, il est prévu au règlement écrit du PLU de Nangy que les structures support seront fixées au sol en utilisant un système d'ancrage non intrusif, comme des gabions ou des longrines en béton, En utilisant ces méthodes d'ancrage non intrusives, le projet respectera les exigences de l'article L556-1 du Code de l'environnement.

L'air, l'énergie et le climat

Le projet de centrale solaire sur l'ancienne décharge de Nangy ne produit pas d'émissions polluantes et utilise une source d'énergie renouvelable sans modifier les conditions climatiques locales.

Le projet a donc un impact positif sur l'air, l'énergie et le climat en réduisant les émissions de gaz à effet de serre grâce à la production d'énergie renouvelable, en diminuant la dépendance aux énergies fossiles et en contribuant à une meilleure qualité de l'air.